

ORDURES ET DÉMOCRATIE

UNE CAMPAGNE
D'ORGANISATION
COMMUNAUTAIRE
À CHICAGO DANS
LES ANNÉES 1890

LOUISE W. KNIGHT

Dans les années 1890, avant que le développement communautaire n'existe en théorie ou en tant que profession, un certain nombre de citoyens de Chicago se sont engagés dans un mouvement de réforme sociale à l'échelle de la ville. Leur objectif était d'obliger le gouvernement municipal à régler le problème des ordures dans les rues et de renforcer la démocratie dans les quartiers et dans la ville tout entière. Deux nouvelles organisations ont été créées et se sont attaquées au problème des ordures, en recourant à des stratégies de *self help* et en ciblant les pouvoirs publics. La première organisation, la Ligue pour l'ordre municipal (Municipal Order League), a invité les femmes à multiplier les « clubs d'amélioration » (*improvement clubs*), à enquêter sur les dysfonctionnements du service des éboueurs et à faire pression sur les fonctionnaires de la mairie. Mais leur lobbying s'est avéré inefficace. La seconde organisation, la Fédération civique (Civic Federation), a réuni des femmes et des hommes. Jane Addams, devenue inspectrice, y a joué un rôle crucial. Cette campagne s'est avérée plus efficace, même si les ouvriers et les migrants n'y ont pas été impliqués après la première année. Les femmes des classes moyennes y ont, par contre, considérablement renforcé leur capacité d'action civique et politique.

MOTS-CLEFS : DÉMOCRATIE ; JANE ADDAMS ; CHICAGO ; ORGANISATION COMMUNAUTAIRE ; SANTÉ PUBLIQUE ; ORDURES.

* Louise (Lucy) W. Knight est écrivaine et historienne. Visiting Scholar, Gender and Sexuality Studies Program, Northwestern University, Evanston, Illinois (USA) [lwk@louisewknight.com].

Les premières manifestations d'une profession, celles qui se donnent à voir avant que l'on ne s'y prépare par une éducation formelle, donnent des indices intéressants sur l'évolution de ses méthodes¹. Tant que théories et pratiques n'y ont pas encore été élaborées, les leaders se caractérisent par leur inventivité, des vocations d'une grande diversité, des préjugés de classe involontaires et une certaine naïveté. Premièrement, ils sont susceptibles de montrer beaucoup de souplesse dans le choix de leurs méthodes, du moins dans les limites du champ des possibles dessiné par leurs héritages personnels et culturels. Deuxièmement, parce qu'ils opèrent à un stade préprofessionnel et sont donc bénévoles, ils sont susceptibles de provenir d'une grande variété de milieux, allant du gouvernement au journalisme, en passant par les syndicats, les entreprises et les organisations associatives. Troisièmement, la plupart des leaders, du moins dans le cas des mobilisations à l'échelle municipale des États-Unis à la fin du XIX^e siècle, comme l'était le cas de la campagne pour la propreté de Chicago, décrite dans cet article, provenaient des classes moyennes supérieures : ces personnes avaient le temps de prendre part à un activisme civique et elles croyaient dans la perfectibilité d'un système qui, dans l'ensemble, les avait plus favorisées que lésées. En somme, les leaders au stade préprofessionnel sont plus disposés à expérimenter, apportent une grande variété de compétences dans leurs engagements, sont relativement peu conscients de la façon dont les différences ethniques et culturelles, de genre (rôles sexuels) et de classe (statuts socio-économiques) façonnent les agendas de réforme. Et ils montrent une forme d'idéalisme vis-à-vis de la démocratie.

Les premiers efforts de développement communautaire, tout au long des années 1880 et au début des années 1890, donnent une bonne illustration de ces remarques générales. Un bon nombre de grandes villes américaines ont alors bataillé sur la meilleure façon de gérer le problème grandissant des ordures. Certaines en ont fait un travail à assumer par les employés du gouvernement, d'autres ont embauché des compagnies de sous-traitance, d'autres, encore, ont abandonné la

prise en charge du problème à des entreprises privées (Melosi, 1981:30). Les citoyens des villes offrant les services les plus médiocres se sont souvent indignés et se sont organisés pour faire pression sur leurs gouvernements afin d'améliorer les services d'enlèvement et d'élimination des ordures. Chicago avait opté pour le système de sous-traitance par des compagnies sous contrat², qui s'est avéré ne pas bien fonctionner. En 1892, un groupe diversifié de citoyennes des classes moyennes et travailleuses, inquiètes des risques de maladie, ont pris l'initiative de recourir à une forme de démocratie participative, extra-partisane et extra-gouvernementale, afin de vraiment nettoyer la ville. Leurs efforts ont ensuite été englobés par une deuxième organisation inter-classes de citoyens, dont le mandat de réforme était plus large et qui comprenait des hommes et des femmes.

Les deux groupes ont utilisé des stratégies de *self-help* communautaire tout en ciblant le secteur public. À mesure que leur leadership s'est transformé, leurs tactiques ont évolué au cours des quatre années ici examinées, de 1892 à 1896. Les différents leaders ont mis en jeu des compétences différentes. Les journalistes ont su comment enrôler la presse dans la campagne. Les femmes des clubs se sont montrées particulièrement habiles à fournir des informations éducatives et à créer une pression sociale dans les quartiers. Les femmes du monde du travail ont su tirer parti des meetings de masse. Les hommes d'affaires, en tant qu'électeurs, ont pu exercer une pression politique directe sur l'Hôtel de ville, ce qui était impossible pour les femmes, le droit de vote leur étant interdit.

Il vaut la peine de noter la diversité des origines ethniques des personnes qui ont participé à la campagne. Dans les années 1890, le leadership civique à Chicago était principalement entre les mains d'élus irlandais-américains de première génération et de bénévoles anglo-saxons (c'est-à-dire britanniques et allemands). Pourtant, la grande majorité des citoyens de la ville avaient d'autres origines ethniques³ et avaient migré récemment. En 1890, 78 % des habitants de Chicago étaient nés à l'étranger ou étaient les enfants de personnes nées à

l'étranger, provenant du monde entier, y compris de Chine, d'Inde et du Mexique, mais surtout d'Europe, en particulier d'Europe du Sud et de l'Est (Knight, 2005 : 179). En outre, 1,8 % de la population de la ville était afro-américaine (*ibid.* : 195). Que les leaders de la campagne pour le ramassage des ordures en fussent conscients ou non, ils organisaient une communauté internationale. Sans surprise, il y avait un écart crucial entre les organisatrices et les organisateurs de classes moyennes qui contrôlaient la direction de la campagne et la grande majorité de la population immigrée de la ville. Alors que les premiers tiraient leurs idées sur l'organisation de leurs héritages démocratiques anglo-saxon et américain, et croyaient en la possibilité de perfectionner le gouvernement par l'action des citoyens, de nombreux habitants de Chicago, arrivés récemment aux États-Unis, n'avaient aucune expérience de ces cultures civiques et entretenaient une profonde méfiance à l'égard du gouvernement, fondée sur leurs histoires personnelles de persécution ou de corruption.

Un autre défi provenait du fait que 68 % de la main-d'œuvre de la ville appartenait à la classe ouvrière, dont la majorité était constituée d'immigrants (*ibid.* : 186-187). À l'époque, cette main-d'œuvre, auparavant dédiée au travail des champs, débarquait aux États-Unis avec ses seules compétences paysannes. Dans la ville très urbaine de Chicago, seuls ceux qui avaient une expérience industrielle pouvaient obtenir des emplois correctement rémunérés ; les autres étaient condamnés à des emplois non qualifiés, exposés à des licenciements réguliers et cherchaient, souvent désespérément, des moyens de subvenir aux besoins de leur famille. Leur vulnérabilité économique les obligeait à compter sur les *aldermen*⁴ de leur circonscription, élus au conseil municipal, pour bénéficier d'aides, d'emplois et autres avantages, en échange, pour les hommes, d'un paiement en retour par leurs votes. Pendant ce temps, les *aldermen* que les hommes élaient et ré-élaient gagnaient de l'argent en recevant des pots-de-vin des compagnies de transport d'ordures de la ville, entre autres sources, et distribuaient les emplois d'éboueurs (*scavengers*), de conducteurs de tombereaux de ramassage des ordures, par les voies du patronage politique

(Melosi, 1981: 29; Knight, 2005: 340). Les différences de classe, tout comme les différences d'héritages ethniques, déterminaient la façon dont les citoyens de Chicago réagissaient à la campagne de ramassage des ordures.

Comme dans de nombreuses campagnes d'organisation communautaire, la mobilisation pour l'enlèvement des ordures de Chicago n'a connu que des progrès sporadiques et irréguliers. Néanmoins, elle a été un moment fort de l'histoire du développement communautaire, dans sa phase préprofessionnelle. Les citoyens d'une grande ville américaine ont lutté avec ténacité et créativité pour résoudre en pratique les questions difficiles de la relation appropriée entre action citoyenne, démocratie et État. Cet article explore cette campagne fascinante. Ce faisant, il documente le fait que le développement communautaire, d'inspiration démocratique, conçu pour impliquer tous les secteurs d'une communauté, est antérieur au XX^e siècle. Il se veut également une contribution à la littérature sur l'histoire de l'activisme des femmes (pour une excellente bibliographie des écrits sur l'histoire des femmes, voir Evans, 1989/1997: 387-395).

CONTEXTE : LE PROBLÈME DES ORDURES

En 1892, les ruelles (*alleys*)⁵ de la 32^e circonscription, un quartier prospère de Chicago, une section de la ville qui n'avait été annexée que trois ans auparavant et qui avait longtemps fait partie de la ville (*township*) de Hyde Park, étaient jonchées d'ordures et devenues impraticables. Les ménages étaient censés acquérir de grands bacs en bois avec couvercle, les placer dans les ruelles et y verser les déchets ménagers; la ville était ensuite supposée enlever ces dépôts d'ordures trois fois par semaine. Mais ce système ne fonctionnait pas. De nombreuses boîtes n'avaient pas de couvercle, ou tombaient en morceaux après s'être dégradées; et, intactes ou non, elles étaient remplies à ras bord, non seulement de légumes pourris et de viande putride, mais aussi de cendres, de papiers, de vieux paniers et de cageots de fruits. L'inspecteur sanitaire de la ville pour le quartier, William Congdon,

a déclaré dans un article du *Chicago Tribune* que les résidents ne se préoccupaient pas assez de maintenir en bon état leurs bacs à ordures et ne formaient pas leurs employés de maison à brûler les papiers, les cageots et les paniers. Il a parlé aux premiers, qui ont promis de parler aux seconds, a-t-il dit, mais la situation ne s'est pas améliorée. De plus, a-t-il déploré, de nombreux habitants laissaient ordures et débris traîner sur leur propriété au lieu de s'en débarrasser. La ville a des lois contre de telles pratiques, rajoutait-il. Mais les appliquer n'allait pas sans difficultés. L'inspecteur devait intenté un procès, puis un juge devait rendre une décision, et une amende pouvait alors être infligée au contrevenant. Selon Congdon, les procès étaient rarement intentés et ceux qui l'étaient étaient souvent classés sans suite parce que les « gens d'argent », ceux dont les ménages avaient enfreint la loi, menaçaient de faire suspendre l'inspecteur en jouant de leur « influence » (*pull*) à l'Hôtel de ville (*Chicago Tribune*, 4 décembre 1892 : 10).

Le problème n'était pas seulement celui des habitants et de leur négligence. La ville n'enlevait pas assez souvent les ordures, non seulement à Hyde Park, mais dans toute la ville. Dans la 19^e circonscription, dont la partie orientale était peuplée de familles d'immigrants de la classe ouvrière, la situation était particulièrement grave. Au lieu de faire leur tournée trois fois par semaine, les éboueurs passaient une ou deux fois par mois (Knight, 2005 : 244). Une résidente du quartier, travailleuse au *settlement* de Hull House, Florence Kelley⁶, écrit ainsi, dans une lettre adressée au rédacteur en chef du *Chicago Tribune* (3 juillet 1892 : 19) : « Des montagnes d'abats et d'ordures empestent et fermentent dans la tempête et sous le soleil. » Étant donné que les propriétaires, absents, dont beaucoup tiraient de l'argent de leurs propriétés délabrées sans y investir davantage, étaient les plus nombreux dans cette partie du quartier, le parc immobilier était moins susceptible d'être raccordé aux canalisations d'eau et aux égouts de la ville (*Chicago Tribune*, 3 juillet 1892 : 19, et 30 août 1892 : 9). De surcroît, certaines rues pavées et ruelles non pavées de Chicago se trouvaient sur des terrains non-aménagés, souvent noyés sous le niveau

de l'eau. Selon Kelley, « Desplaines Street, de Polk à Taylor, est depuis des mois un marécage, humide et nauséabond ; ses pavés en bois s'entrevoient, enfoncés, pourris, loin sous ses eaux troubles ». Les ruelles étaient profondément boueuses et couvertes d'ordures, de fumier et de papier la plus grande partie de l'année. Les tombereaux des éboueurs n'en troublaient pas la quiétude fétide (*Chicago Tribune*, 3 juillet 1892 : 19). Dans toute la ville, les quartiers empestaient au plus haut point, et dans les zones les plus pauvres, les enfants jouaient dans les ruelles au milieu des immondices. Bien que beaucoup de gens ne s'en rendent pas compte à l'époque, les maladies incubaient et se propageaient dans de telles conditions. La fièvre typhoïde et la variole faisaient déjà rage dans la ville. Le choléra n'était pas encore arrivé, mais on craignait qu'il ne fût en route.

Les organisations locales s'étaient révélées être des ressources potentielles pour une action locale sur la question de la propreté dans les quartiers les plus riches. Reprenant une tradition de la Nouvelle-Angleterre, les femmes résidentes avaient formé des « clubs d'amélioration », à base géographique, parmi leurs concitoyennes, pour garder leur propriété en bon état (Hoy, 1995 : 74). La 32^e circonscription, par exemple, comptait une Lake Avenue Improvement Association, une Oakenwald Improvement Association et une Bowen Avenue Improvement Association (*Chicago Tribune*, 4 décembre 1892 : 10). Ces organisations offraient aux femmes de Chicago un rôle civique très localisé, qui était une extension du contrôle que les femmes avaient traditionnellement exercé dans les petites villes et qui ne se prêtait donc pas à la controverse. Dans les quartiers les plus pauvres, peuplés d'immigrés, où les gens louaient pour l'essentiel leurs appartements, les organisations locales ne se préoccupaient pas, en revanche, de projets d'amélioration matérielle. Principalement organisées par groupe ethnique et religieux et dirigées par des hommes, elles se concentraient sur les besoins religieux de la famille, les besoins sociaux des hommes et l'éducation religieuse des enfants, et avaient peu d'intérêt pour l'état physique du quartier (Lissak, 1989).

La situation des ordures a atteint un stade critique à Chicago en 1892 pour une bonne raison : la récente croissance rapide de la ville. Non seulement des milliers de personnes s'y sont installés dans les années 1880, à la recherche d'emplois industriels, mais les limites de Chicago ont été considérablement étendues en 1889 pour inclure les agglomérations voisines de Hyde Park, Jefferson, Lakeview et Lake. Au total, Chicago a gagné 125 miles carrés et s'est accrue de 225 000 habitants, devenant ainsi la plus grande ville du pays sur le plan géographique et la deuxième en termes démographiques (Cain, 2004 : 23). En tenant compte des ajouts de 1889, la taille de Chicago a doublé au cours des années 1880, passant d'un demi-million à un million d'habitants (Nugent, 2004 : 233). Les prélèvements fiscaux n'ont pas suivi le rythme, pas plus que les services municipaux de la ville en général qui se sont retrouvés gravement dépassés en 1892.

Pendant cette période d'expansion intense, les méthodes d'élimination des ordures n'avaient pas changé. Depuis la fondation de Chicago, dans les années 1830, dans une zone marécageuse, les ordures et les cendres s'étaient révélées utiles comme matériaux de remblai⁷. Mais au fur et à mesure de l'extension de la ville, la frontière des terres marécageuses a été repoussée vers l'extérieur, obligeant les éboueurs à conduire leurs tombereaux sur des distances toujours plus longues pour déverser les déchets. Souvent, il ne leur était pas possible d'effectuer plus que deux voyages par jour. La seule décharge officielle se trouvait loin au sud-ouest de la ville d'avant 1889, à l'angle de la 35^e rue et de la Western Avenue ; et seul un vieil incinérateur était opérationnel. Il en aurait fallu beaucoup plus.

PREMIÈRE PHASE : LES FEMMES PRENNENT LES CHOSES EN CHARGE

Au début de l'année 1892, les habitants de Chicago étaient absorbés par la préparation de l'Exposition universelle colombienne⁸, dont l'inauguration était prévue en mai 1893. Un certain nombre de femmes réformatrices, membres de clubs et de syndicats, ont décidé

de profiter de l'occasion pour réorganiser la ville et s'attaquer au problème des ordures. Le 12 janvier 1892, le Comité pour l'ordre municipal (Municipal Order Committee, MOC) de la branche féminine de la cellule chargée d'organiser des congrès mondiaux en parallèle à l'Exposition (World's Congress Auxiliary)⁹ a publié une déclaration dans le *Chicago Tribune*, signée par un certain nombre de citoyennes éminentes, dont Frances Willard, présidente de l'Union chrétienne des femmes pour la tempérance (Women's Christian Temperance Union, WCTU), Julia D. Harvey, présidente du Club des femmes de Chicago (Chicago Women's Club), Corinne Brown, présidente de l'Alliance des femmes de l'Illinois (Illinois Women's Alliance), une fédération réformatrice inter-classes pro-travail, Jane Addams, cofondatrice de Hull House, et Ada Sweet, une femme d'affaires qui était auparavant journaliste au *Chicago Tribune*¹⁰. Selon le compte rendu de presse, la déclaration appelait à « un nettoyage complet des rues et ruelles de Chicago, etc., comme une sorte de ménage en attente des visiteurs de l'Exposition universelle » (*Chicago Tribune*, 12 janvier 1892 : 6). La propreté serait la valeur sociale initialement mise en avant pour justifier la campagne.

En dépit des apparences, les dirigeants passés et présents du Chicago Woman's Club (CWC) et de l'Illinois Woman's Alliance (IWA) étaient à la tête de cet effort. Un grand nombre des signataires éminents de la déclaration de janvier – Willard, Brown, Harvey, Addams et Sweet – étaient membres du club ; Harvey en était la présidente en exercice et Sweet allait le devenir à son tour en 1894 (Frank & Jerome, 1916). L'IWA, coprésidée par Brown, une ancienne enseignante et directrice d'école, avait été fondée en 1888 par le CWC et des dirigeantes syndicales en tant que fédération inter-classes d'organisations principalement féminines qui militaient pour l'amélioration des conditions de travail des femmes et des enfants (Gordon, 2001 : 123 ; Knight, 2005 : 245 ; Frank & Jerome, 1916 : 88, 69). Brown était mariée, fille d'une mère immigrante et d'un père artisan de la Nouvelle-Angleterre, et enseignante d'école (Gordon, 2001 : 123). Sweet était une femme célibataire qui travaillait et qui avait subvenu

aux besoins de ses quatre jeunes frères et sœurs depuis le décès de ses parents de classe moyenne, alors qu'elle avait une vingtaine d'années. En 1892, elle avait travaillé pour la Caisse des retraites des États-Unis, elle avait été gestionnaire d'entreprise, rédactrice littéraire pour le journal *Chicago Tribune* et elle travaillait alors dans une caisse de retraite privée (Hoy, 2001).

Tout le monde savait, bien sûr, qu'une déclaration, fut-elle liée à l'Exposition universelle, ne suffirait pas à régler un problème qui durait depuis longtemps et qui s'était, jusque-là, montré insurmontable. À la mi-mars, Sweet s'était imposée comme la présidente d'une nouvelle organisation de femmes créée pour s'attaquer au problème des ordures. Le 19 mars, l'ancien journal de Sweet, le *Chicago Tribune*, annonçait en première page que le Comité pour l'ordre municipal (MOC) et l'Alliance des femmes de l'Illinois (IWA) fusionnaient pour engendrer la Ligue pour l'ordre municipal (Municipal Order League) (MOL)¹¹. L'article expliquait que cette nouvelle ligue se donnait deux objectifs : d'une part, éduquer et inciter les gens à assumer leur devoir de prendre soin de leurs déchets, de leur collecte et de leur élimination, et à garder propres leurs propriétés privées, d'autre part, exiger avec insistance que la ville fournisse des services plus complets et plus économiques (*Chicago Tribune*, 19 mars 1892). À l'époque, le commissaire à la santé était responsable du nettoyage des ruelles tandis que le nettoyage des rues incombait au commissaire aux travaux publics.

Pourquoi ces femmes ont-elles décidé de prendre les choses en main ? Dans son premier discours de présidente de la MOL, prononcé lors de la réunion d'organisation du 18 mars 1892, Sweet affirmait que leur initiative s'était imposée parce que les hommes avaient échoué. Dans le régime actuel de gouvernement par les partis, avec son système de patronage (*spoils system*)¹², disait-elle, « la rage d'accumuler de l'argent étouffe l'esprit public chez les hommes ». Les femmes « doivent prendre l'initiative » (*Chicago Tribune*, 19 mars 1892 : 1). L'idée n'était pas complètement nouvelle. Ces mêmes femmes avaient – avec un certain succès – déjà fait pression depuis quatre ou cinq ans

sur l'Hôtel de ville de Chicago et sur l'assemblée législative de l'Illinois pour que ces instances politiques adoptent de meilleures lois sur l'éducation obligatoire et le travail des enfants (Knight, 2005). Mais ces questions pouvaient trouver des solutions par voie légale. Le problème des ordures était bien plus compliqué à résoudre, étant donné qu'il n'était pas la conséquence d'une cause unique, mais de crédits insuffisants, tout comme de la négligence des citoyens, de la corruption des élus politiques et de mauvaises pratiques de gestion.

Neuf jours plus tard, un dimanche, la MOL était officiellement lancée par un meeting de masse au Central Music Hall¹³. À même de contenir plus de 2000 personnes, l'auditorium a accueilli une foule débordante. La plupart des spectateurs étaient des femmes de la classe ouvrière : comme le journaliste du *Tribune* le dit de façon pittoresque, « ce n'était pas un auditoire à la mode ». Les dirigeantes de la nouvelle Ligue se sont assises sur l'estrade, rejointes par quelques leaders civiques de sexe masculin, comme le banquier Lyman J. Gage¹⁴, William R. Harper, le président de l'Université de Chicago¹⁵, sur le point d'ouvrir ses portes, et Thomas J. Morgan, un dirigeant de l'Assemblée du travail et des métiers de Chicago (Chicago Trades and Labor Assembly)¹⁶. Parmi les discours prononcés à la tribune, celui de Morgan a reçu un accueil particulièrement enthousiaste (*Chicago Tribune*, 28 mars 1892 : 1).

Le discours de Sweet, ce jour-là, n'a été que brièvement rapporté dans le *Tribune*, mais dans les remarques publiées qu'elle en a faites en juin, elle a pleinement exprimé la fureur qui a nourri ses efforts : « Chicago est assise là, satisfaite d'elle-même, avide de louanges et de flatteries, attendant une réponse du monde entier [qui a été] invité à lui rendre visite, alors que ses places publiques suppurent sous la pluie et le soleil et que ses habitants sont confrontés à la maladie et à la pollution sans qu'aucune tentative ne soit faite pour les réduire... Ce spectacle est sans équivalent dans le monde civilisé. » (*Chicago Tribune*, 28 juin 1892 : 8).

Le plan de Sweet pour l'organisation – et il est clair, d'après les articles de presse, qu'elle était la visionnaire aux manettes de la campagne – était d'éduquer les ménages sur leurs responsabilités et de faire pression sur la mairie en recourant à trois méthodes : 1) en recrutant des femmes dans les quartiers pour recueillir des faits sur la médiocrité des services publics afin d'en rendre compte dans le *Tribune*, 2) en demandant aux femmes des quartiers de déposer des plaintes auprès de l'Hôtel de ville, qui seraient également publiées, et 3) en faisant elle-même directement pression, par un lobbying visant les fonctionnaires, afin qu'ils réalisent des changements spécifiques. Pour mettre en œuvre la première et la deuxième méthode, les femmes devaient organiser des « clubs d'amélioration » (*improvement clubs*) dans chaque quartier en tant que sections de la MOL et l'organisation devait nommer un inspecteur bénévole pour faire un rapport hebdomadaire sur les conditions de chaque quartier et sur le travail des inspecteurs sanitaires (*Chicago Tribune*, 19 mars 1892 : 1). Les membres des « clubs d'amélioration » devaient également s'engager à améliorer leurs propres pratiques d'élimination des ordures. Quoique les risques pour la santé aient pu être soulignés, les preuves indiquent que Sweet a préféré motiver ses volontaires avec un argument plus sentimental et moins scientifique. Dans un discours prononcé quelques mois plus tard, Sweet a exhorté ses membres à « commencer par la maison, en en faisant un lieu propre et net (*a spot of cleanliness and neatness*) » (*Chicago Tribune*, 24 mai 1892 : 8).

Sweet avait compris que les fonctionnaires corrompus étaient la raison sous-jacente de la mauvaise surveillance des compagnies sous-traitantes par le gouvernement municipal. Ses tactiques laissent à penser qu'elle était convaincue que les citoyens pouvaient changer le comportement de ces fonctionnaires, de sorte que même les employés municipaux corrompus, s'ils étaient suffisamment embarrassés, traiteraient les désirs des citoyens – y compris ceux de femmes – avec respect. Dans l'un de ses premiers discours, elle est même allée plus loin, proposant que la ville élimine complètement le système des éboueurs sous contrat et engage ses propres travailleurs pour remplir

leurs tâches (*Chicago Tribune*, 19 mars 1892 : 1). Mais elle ne considérait pas la municipalisation du ramassage des ordures comme un objectif réalisable. Elle concentra donc ses énergies sur le réveil de l'opinion publique et sur le recours aux procédures de plaintes officielles pour obliger les fonctionnaires à remplir plus consciencieusement leurs fonctions de surveillance. En ce sens, elle et ses partisans ont témoigné de leur confiance en une théorie de la démocratie selon laquelle le peuple est souverain.

Cette foi d'Ada Sweet en la démocratie et son regard extérieur sur le fonctionnement des machines politiques faisaient partie de son héritage culturel rural anglo-saxon. Née dans une petite ville de l'ouest de l'État de New York, elle s'était installée à Chicago après la Guerre de Sécession. De nombreux membres de la communauté anglo-américaine de Chicago, dont Jane Addams et Lyman Gage, étaient issus du même milieu. Ils avaient grandi dans des villes situées à la Frontière ou dont le souvenir de la vie à la Frontière était encore frais, des villes où les citoyens se réunissaient chaque année pour refaire les routes et où le gouvernement n'était pas un roi lointain, mais le conseiller municipal qui vivait la porte d'à côté (Addams, 1910). Avec la croissance de Chicago, les citoyens provenant de ces milieux n'ont pas abandonné le sens de la démocratie participative de leur jeunesse. Au contraire, ils avaient l'intention de la recréer et de la greffer dans un autre contexte, celui de l'innovation la plus étonnante du siècle, la grande ville industrielle.

LE MODÈLE *TOP-DOWN* D'ADA SWEET

Ada Sweet avait la particularité d'être une ancienne employée du gouvernement fédéral. Les relations de son père l'ont aidée à trouver une place dans ce secteur d'activité. Il avait été responsable de l'antenne de Chicago de la Caisse des retraites des États-Unis, pour le district nord de l'Illinois. Plus tard, il a été superviseur fédéral du Service des affaires fiscales (Internal Revenue) pour l'État de l'Illinois, enfin, premier commissaire adjoint de l'Internal Revenue à

Washington, D. C. Après sa disparition, Ada a repris son ancien poste à la Caisse des retraites des États-Unis pour le district nord de l'Illinois (Hoy, 2001). Lorsqu'elle a commencé à organiser la campagne de collecte des ordures, elle travaillait en tant qu'agent de retraite privé, mais, comme elle avait été auparavant une fonctionnaire consciencieuse, elle ne voyait aucune raison pour que les employés de la mairie et les entrepreneurs n'agissent pas de la même manière. Son expérience professionnelle l'a amenée à concentrer ses efforts d'organisation sur l'amélioration de leurs performances et à mettre en place un modèle hiérarchique *top-down* pour son organisation bénévole.

Sweet s'est immergée dans le travail, rencontrant des groupes dans toute la ville pour encourager les femmes à se joindre à sa campagne et convoquant les membres de la Ligue pour l'ordre municipal (MOL) tous les mois, entre avril et août, pour les informer des progrès réalisés – s'assurant que le journaliste du *Tribune* était toujours présent. Mais les choses ne se sont pas déroulées sans heurt. Tout d'abord, les femmes n'ont pas noyé l'Hôtel de ville sous des torrents de plaintes. Sweet a plus tard identifié ce qu'elle croyait en être la raison : les femmes manquaient de colonne vertébrale. Elle rappelait ce qui s'était passé en 1892 dans une lettre envoyée à Elizabeth Cady Stanton¹⁷, éminente militante du droit de vote des femmes, qui l'a à son tour retransmis dans sa propre lettre au rédacteur en chef du *Woman's Journal* pour publication. Sweet avait constaté à plusieurs reprises que des femmes qui formaient un comité et se mettaient au travail avec beaucoup d'énergie, souffraient quelques jours plus tard, lorsqu'elles se réunissaient à nouveau, d'« une baisse marquée de leur enthousiasme et de leur confiance... due au fait qu'elles en avaient parlé avec leurs maris ou leurs amis, qui les avaient découragées et ridiculisées » (Stanton, 1893 : 1). Un autre problème était le dédain avec lequel les conseillers municipaux considéraient les plaintes déposées par les femmes. Un éditorial du *Chicago Tribune* qui plaidait pour la construction d'incinérateurs mentionnait ce problème. Si cinq cents électeurs, c'est-à-dire des hommes, demandaient l'abandon du système actuel d'élimination des déchets et la construction

d'incinérateurs, « ces conseillers municipaux voteraient pour le changement, même s'ils y étaient personnellement opposés... [L']*alderman* ordinaire veille à l'opinion publique dans son quartier plus attentivement qu'un chat ne surveille un trou de souris. Il ne prête aucune attention aux réunions des femmes et à leurs protestations, car les femmes ne votent pas. » (*Chicago Tribune*, 29 juin 1892 : 3).

Sweet n'a pas eu beaucoup plus de succès dans ses efforts de lobbying personnel, probablement pour la même raison que les *aldermen* ignoraient les plaintes des femmes du quartier. Elle a demandé au commissaire à la santé de licencier dix-huit inspecteurs sanitaires incompetents, ce qu'il a refusé ; elle a réclamé au maire qu'il renvoie les dix inspecteurs sanitaires incompetents dans les quartiers où la fièvre typhoïde était épidémique, et celui-ci a répondu qu'il ne pouvait pas (*Chicago Tribune*, 26 juillet 1892 : 8, et 30 août 1892 : 9). Et bien qu'elle et ses amis du *Tribune* aient publié de nombreuses informations sur le triste état des services d'ordures de la ville, entre avril et août, les choses ne se sont guère améliorées (*Chicago Tribune*, 26 avril 1892 : 3 ; 24 mai 1892 : 8 ; 28 juin 1892 : 8 ; 26 juillet 1892 : 8 ; 30 août 1892 : 9).

Un autre problème – que Sweet n'a apparemment jamais reconnu – est que les immigrants électeurs (de sexe masculin) se retrouvaient pris dans un conflit d'intérêts dès lors qu'il s'agissait de soutenir leurs épouses dans les efforts d'organisation locale autour de la question des ordures. Si Sweet ne comprenait pas ce problème, Florence Kelley, *settlement worker*¹⁸ à Hull House, dans la 19^e circonscription, en avait conscience. Au cours de l'été 1892, Kelley, fille d'un membre du Congrès de Philadelphie et socialiste marxiste par vocation, coordonne les efforts de dépôt de plaintes auprès du MOL dans le quartier et réussit à convaincre ses voisins d'en déposer 1 037 auprès de l'Hôtel de ville, probablement le nombre le plus élevé de tous les quartiers (Knight, 2005 : 244). Avec un autre habitant du quartier, elle avait aidé les gens à remplir les formulaires, car beaucoup étaient illettrés et/ou ne comprenaient pas l'anglais. Kelley, dégoûtée par le fait que la

politique du gouvernement municipal exigeait des plaintes pour assurer l'enlèvement des ordures, a décrit la situation avec sarcasme dans une lettre qu'elle a écrite cet été-là au rédacteur en chef du *Chicago Tribune* : « Imaginez un paysan russe ou italien qui ne sache ni lire ni écrire dans quelque langue que ce soit, déposant une plainte à l'Hôtel de ville concernant les ordures ! » D'autres citoyens du quartier, souligne-t-elle, refusent de déposer parce qu'ils souhaitent éviter tout contact avec le gouvernement. Imaginez un « couturier d'atelier clandestin, avec son repaire d'écoliers absentéistes, en situation de violation de la loi, demandant au commissaire à la santé de nettoyer sa ruelle à l'arrière de son immeuble ! Ces habitants... chérissent l'oubli auquel ils sont condamnés. Ils ne molesteront aucun fonctionnaire en faute tant que durera le siècle actuel. » (*Chicago Tribune*, 3 juillet 1892 : 19).

Les efforts visant à éduquer les femmes sur leurs responsabilités en matière de traitement des ordures ont-ils été plus fructueux ? Il est difficile de le savoir, car le *Chicago Tribune* n'était pas porté à faire de reportages sur ces questions. Mais les articles de presse laissent entendre que la portée géographique du MOL est restée limitée. Seule une poignée des trente-quatre circonscriptions de Chicago est mentionnée dans les rapports sur les comptes rendus des activités des quartiers du MOL (*Chicago Tribune*, 1^{er} novembre 1892 : 6).

En août, Sweet savait que ses méthodes d'organisation *top-down* ne fonctionneraient pas. Sentant la rébellion dans ses rangs et désespérant de pouvoir rallier ses troupes à sa vision, elle proposa à la réunion mensuelle du MOL une nouvelle approche, plus démocratique : les femmes devraient s'organiser par quartier, comme auparavant, mais chaque circonscription devrait décider par elle-même des mesures qu'elle souhaitait prendre pour s'attaquer au problème des ordures. Les femmes pourraient former des classes pour étudier les sujets liés à l'assainissement, que ce soit la façon de gérer sa propre maison ou les lois municipales, ou elles pourraient organiser des sociétés d'aide au nettoyage des rues (populaires, alors, à New York),

ou autre chose, encore. « Chacune devrait choisir sa propre méthode de travail », disait-elle, et se donner ses propres dirigeants (*Chicago Tribune*, 30 août 1892 : 9 ; 13 septembre 1892 : 2). Il est clair qu'il était devenu stratégique pour elle de décentraliser le contrôle. Elle commençait à comprendre la différence entre l'administration des employés des retraites fédérales et la direction d'un groupe de volontaires.

Elle commençait également à perdre son intérêt pour la campagne. À l'automne, elle s'est présentée comme candidate au Conseil de l'éducation de la ville de Chicago et, en janvier 1893, elle s'est engagée dans une commission montée par une coalition d'organisations pour rédiger un nouveau projet de loi sur l'éducation obligatoire dans l'État (*Chicago Tribune*, 15 octobre 1892 : 14 ; 24 janvier 1893 : 6). Ses intérêts, initialement centrés sur les ordures, s'élargissaient pour porter sur la réforme du gouvernement municipal en général. Dès le mois de juillet, elle avait commencé à réaliser, comme elle l'a dit aux membres de la MOL, que « l'ennemi le plus massif du progrès dans les affaires municipales est l'esprit de parti. Tant que ce fantôme n'aura pas disparu, les réformateurs n'obtiendront que peu de gains substantiels. » (*Chicago Tribune*, 26 juillet 1892 : 8). Bientôt, elle était embarquée dans la campagne pour les élections municipales en faveur du candidat républicain, Samuel W. Allerton (Stanton, 1893 : 1). En mars 1893, Ada Sweet démissionne de la présidence de la MOL.

Dans sa lettre à Elizabeth Cady Stanton, Sweet partage son analyse de ce que la campagne MOL a accompli et des erreurs qu'elle a elle-même commises. Au compte des résultats positifs, elle note que « l'opinion publique n'a jamais été aussi forte qu'aujourd'hui en faveur de la propreté publique. Les gens eux-mêmes prennent mieux soin de leurs propriétés personnelles. » Mais la stratégie du genre unique n'est pas judicieuse, conclut-elle, étant donné la sensibilité des femmes aux critiques, notamment celles des hommes. Récemment, expliquait-elle, le MOL a adopté « un système différent de tactique : nous travaillons davantage entre nous [les femmes] pour nous renforcer, avant

d'entrer à nouveau dans l'arène du travail public ». Elle notait également : « Je pense que les clubs sanitaires devraient être [...] composés d'hommes autant que de femmes, afin qu'ils puissent découvrir et s'entendre, conjointement, sur ce qu'ils apprennent et désirent faire. » (Stanton, 1893 : 1).

SECONDE PHASE : LES FEMMES ET LES HOMMES COOPÈRENT DANS L'ACTION CIVIQUE

Pendant les six mois d'ouverture au public de l'Exposition universelle, les ordures et la Ligue pour l'ordre municipal ont presque disparu de la couverture médiatique du *Chicago Tribune*, peut-être parce que l'attention de tout le monde était focalisée sur l'événement. Mais plus tard, au cours de l'automne, l'activisme civique s'est réveillé avec une intensité renouvelée. Un programme de réforme élargie a été mis en avant. Les personnes qui ne tiraient pas profit de la machine politique¹⁹ étaient désespérées par l'état de leur gouvernement. Il était de notoriété publique, grâce aux histoires racontées par la presse, que la mairie détournait les yeux et les oreilles du quartier du « péché » de la ville et que la police feignait d'ignorer le commerce illégal de la prostitution. Dans toute la ville, le gouvernement semblait avoir abandonné les ruelles à un processus naturel de puanteur et de pourrissement. À mesure que l'effets de la dépression de 1893-1897²⁰ se sont faits sentir, cet automne-là, la frustration des citoyens face à l'attitude de laisser-faire du gouvernement n'a cessé d'augmenter. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été l'incapacité de la ville à créer des emplois de travaux publics pour les chômeurs affamés et sans abri.

Lors d'un meeting de masse trans-classes, organisé dans un Central Music Hall bondé et explosif, en novembre 1893, un comité composé de cinq leaders civiques, dont Jane Addams, a été nommé pour monter une nouvelle organisation de réforme municipale à l'échelle de la ville. Elle prendra pour nom la Fédération civique (Civic Federation) de Chicago²¹. Son objectif, comme le comité allait

bientôt l'annoncer, était de concentrer « dans un centre non politique et non confessionnel toutes les forces qui travaillent actuellement à la promotion de nos intérêts municipaux, philanthropiques, industriels et moraux, et de dynamiser la conscience de Chicago ». Des personnes de tous les quartiers de la ville, de toutes les professions, de différentes « nationalités » et « croyances » seraient les bienvenues (Knight, 2005 : 302). Le premier président de la Fédération, le banquier Lyman Gage, était fier du projet « nourrir une citoyenneté avisée et tolérante » (*ibid.*).

La Fédération était organisée d'une manière mathématiquement plus représentative que le MOL. Les membres appartenaient à leur conseil de *precinct* local, qui élisait des représentants à son conseil de circonscription (*ward*), et chacun des 35 conseils de circonscription envoyait un représentant élu pour siéger au Conseil central (*ibid.* : 304). L'ensemble de cette structure hiérarchique, grandiose et systématique, reflétait la façon dont ces premiers progressistes pensaient qu'un système politique démocratique urbain devait fonctionner. La source devait en être le peuple souverain, tous les postes étant soumis à l'élection et à tous les titulaires de postes incombant la responsabilité d'être représentatifs.

La Fédération civique a officiellement pris en charge la question des ordures au mois de juin suivant, en 1894, lorsque la Commission d'assainissement (Sanitation Committee) a été organisée. Jane Addams en était l'une de ses membres. Ses méthodes étaient initialement celles du MOL, qui, bien qu'existant encore, avait perdu son élan lorsque Sweet avait démissionné. La Commission d'assainissement proposait de mettre en place un inspecteur des ordures bénévole dans chaque circonscription, qui rédigerait des rapports sur les conditions locales ; les citoyens étaient à nouveau encouragés, par le biais de brochures imprimées par la Fédération civique, à se plaindre si leurs ordures n'étaient pas collectées correctement.

Addams est ainsi devenue l'inspectrice du 19^e district pour le compte de la Fédération. La situation des ordures continuait d'y être désastreuse. Cet été-là, neuf tombereaux de ramassage étaient censés collecter les ordures des 1 691 bacs, trois fois par semaine, mais, de fait, ils ne faisaient leur tournée que deux fois par mois. Addams fit alors appel à l'aide du Club des femmes (Woman's Club) de Hull House – un club inter-classes composé de femmes de la classe moyenne, extérieures au quartier, et d'immigrantes de la classe ouvrière, vivant à proximité. Plus de sept cents plaintes furent déposées. Addams, consciente des impressionnants monceaux d'ordures qui encombraient les ruelles du quartier, restait sceptique. Elle déclarait alors à un journaliste : « Il faudra dix fois cinq ans pour faire lever cette masse. »²² (Knight, 2005 : 337-338).

L'INDIVIDU MODÈLE

La compréhension par Addams des dangers inhérents aux amoncellements d'ordures dans les rues s'était approfondie depuis son arrivée dans le 19^e arrondissement en 1889. Pleine de ressources, créative et déterminée, elle avait adopté une nouvelle stratégie, qui n'avait pas encore été tentée par le MOL, consistant à montrer par l'exemple comment les fonctionnaires du gouvernement devraient s'acquitter de leur tâche. Elle a décidé, avec le soutien du Commission d'assainissement, de lancer un appel d'offres pour le contrat d'enlèvement des ordures du 19^e arrondissement. Elle deviendrait elle-même le contractant pour les services de ramassage des ordures du quartier.

Comme l'a noté Alvin Zander (1990), l'une des façons dont les agents du changement peuvent promouvoir l'action sociale est de servir de modèles. Addams était particulièrement enthousiaste à l'idée de faire progresser le changement social par le pouvoir de l'exemple. Cette stratégie était au cœur de la méthode des *social settlements* et elle l'avait à l'esprit lorsqu'elle a ouvert Hull House en 1889. Elle y voyait un moyen de transformer une communauté, personne par personne (Knight, 2005 : 182-183).

L'accent qu'elle mettait sur le changement de l'individu et sa méthode de modélisation du comportement désiré faisaient partie intégrante de son héritage culturel et de son éducation de classe moyenne supérieure. D'origine anglo-allemande, elle avait absorbé dès l'enfance la passion féroce de son père pour la formation de son caractère et sa méthode d'enseignement par l'exemple : elle ne recevait de lui que peu d'instructions explicites. Elle avait également beaucoup pratiqué la littérature britannique et américaine du XIX^e siècle, en particulier les écrits des auteurs britanniques Thomas Carlyle et John Ruskin et de l'auteur américain Ralph Waldo Emerson, qui soulignaient tous l'importance de former son caractère et d'être un modèle pour les autres. Son éducation chrétienne a renforcé le même message.

Dans le cas de sa stratégie de campagne pour la propreté des rues de Chicago, Addams ne fabriquait pas un modèle de la façon dont ses voisins devaient agir, mais un modèle à suivre pour un entrepreneur de collecte des ordures. Cela lui permettait d'atteindre deux objectifs de développement communautaire. Comme ses efforts étaient largement diffusés par le *Chicago Tribune*, lequel s'était révélé être un partenaire loyal dans cette entreprise réformatrice, elle montrait aux résidents des autres quartiers les tâches qu'un entrepreneur responsable, appointé par le gouvernement, devait accomplir ; elle stimulait leur frustration lorsque les performances de l'entrepreneur étaient médiocres et elle suscitait davantage de dépôts de plaintes de leur part. Au gouvernement de la ville, elle a démontré les standards sur lesquels ses entrepreneurs devraient s'indexer dans chacun des quartiers de Chicago.

Addams a décidé de lancer un appel d'offres pour la 19^e circonscription qu'elle a préparé avec un soin scrupuleux. Désireuse d'incorporer dans ses plans toutes les idées les plus récentes, y compris de nombreuses recommandations antérieures du MOL, comme l'utilisation généralisée des poubelles métalliques et des incinérateurs, elle soumet une offre inhabituellement élevée de 13 238 dollars (le contrat

de l'année précédente pour le quartier était de 9 430 dollars). Bien que le *Tribune* ait approuvé son plan, elle n'a pas obtenu le contrat, car, selon les responsables, elle avait commis une erreur technique dans le dépôt de son offre. En réalité, l'*alderman* local, John Powers, s'y était opposé (Knight, 2005 : 338-339).

Mais Addams n'en avait pas fini avec la campagne des ordures. Une nouvelle occasion de servir de modèle s'est bientôt présentée. Ce printemps-là, les différents clubs d'amélioration de la Fédération civique ont encouragé avec détermination des candidats non-partisans, non-républicains ou non-démocrates, à se présenter aux élections municipales. Douze *aldermen* en place, notables corrompus, en majorité des démocrates, ont perdu leur siège et un candidat réformateur, George Bell Swift, a été élu au poste de maire (*ibid.* : 341). Swift a nommé un nouveau commissaire des travaux publics. Le nettoyage des ruelles est alors passé du département de la santé au département des travaux publics ; ce dernier a nommé de nouveaux inspecteurs des ordures dans sept circonscriptions, dont, parmi les deux personnes recommandées par la Fédération civique, Jane Addams (1910 : 285).

Addams a accepté le poste rémunéré. Immédiatement, avec son assistante, Amanda Johnson²³, elles ont commencé à parcourir le quartier dans leur carriole trois fois par semaine, suivant les tombeaux d'ordures dans leurs tournées jusqu'à la décharge de la ville à l'angle de la 35^e et de Western Street. Elles ont également persuadé l'entrepreneur de rajouter huit camions supplémentaires à sa flotte. Au bout du compte, les ruelles du quartier se sont retrouvées remarquablement propres (Knight, 2005 : 343 ; *Chicago Tribune*, 21 mars 1896 : 3). La nouvelle fut accueillie avec enthousiasme et proclamée non seulement par le *Chicago Tribune*, mais aussi par les autres journaux de Chicago, notamment le *Chicago Herald*, le *Chicago Journal* et le *Chicago Evening Post*. Avec le temps, en raison de la renommée nationale d'Addams, d'autres journaux, dont le *New York Times*, ont repris l'histoire (Knight, 2005 : 343 ; *New York Times*, 12 mai 1895 : 27).

Les habitants de la 19^e circonscription, cependant, n'ont pas été impressionnés pour autant. Ils ne trouvaient pas acceptable qu'une femme soit inspectrice des ordures. Dans ses mémoires, *Twenty Years at Hull House*, Addams écrit que certaines de ses voisines se disaient « choquées par cette brusque adoption des manières des hommes » (Addams, 1910 : 287). Ils s'attendaient également à ce qu'elle soit corrompue. Addams a pris un plaisir particulier à démontrer qu'elle rompait avec ces habitudes de corruption et qu'elle était un nouveau type d'employé, consciencieux et minutieux, au service du gouvernement de Chicago. « Ce que nous vivons au quotidien (*such daily living*) », écrit-elle dans *Twenty Years* (*ibid.* : 288), en faisant référence à son travail d'inspectrice des ordures, « a infiniment plus de valeur que de nombreux discours sur l'instruction civique. [...] Nous croyons plus facilement ce que nous voyons. » Elle n'était pas, bien sûr, la seule résidente de Hull House à recourir à la force de l'exemple. Avant même la nomination d'Addams à l'inspection des rues et des ruelles, Hull House avait été la base régulière d'inspectrices du gouvernement, comme par exemple lorsque Florence Kelley et Alzina Stevens avaient mené leur enquête sur les usines et les ateliers clandestins, ou quand Julia Lathrop parcourait, pour les contrôler, les institutions charitables de l'État. Mais le génie d'Addams pour attirer la publicité a fait d'elle l'inspectrice de l'administration publique la plus célèbre du *settlement* (Knight, 2005 : 344).

LA CIRCONSCRIPTION MODÈLE

Tous les quartiers ne pouvaient pas avoir un réformateur pour inspecteur des ordures. En moins d'un an, la Fédération civique avait lancé un autre type de modèle – la circonscription modèle. Harriet A. Shinn, résidente de la 4^e circonscription, et secrétaire adjointe de la Fédération, menait campagne pour faire de son quartier prospère la « circonscription modèle de la ville » (*Chicago Tribune*, 18 février 1896 : 10). Elle devint présidente d'un sous-comité entièrement féminin de la commission municipale de la Fédération pour la 4^e circonscription. Les femmes, à en juger par leurs noms de famille, leurs noms

d'épouses imprimés dans les reportages sur la campagne du quartier, étaient pour la plupart d'origine anglo-américaine. Célibataire, Shinn était à la fois une femme d'affaires prospère dans le domaine de la sténographie et une cheffe de file parmi ses pairs professionnels, en tant que présidente de l'Association nationale des femmes sténographes (National Association of Women Stenographers) (*Chicago Tribune*, 4 janvier 1894 : 2). Tout comme Sweet, elle a apporté à l'association une formidable énergie d'organisation et ses talents administratifs.

Dans une large mesure, l'approche de Shinn était la même que celle de Sweet et de la Ligue pour l'ordre municipal. Le problème était, d'une part, que les propriétaires ne nettoyaient pas leur propriété privée et n'entretenaient pas leurs bacs à ordures et, d'autre part, que les inspecteurs ne signalaient pas les infractions à la ville. Fait remarquable, la plupart des femmes participant aux travaux de cette sous-commission ne s'étaient jamais rendues à l'arrière de leur maison ou n'avaient jamais mis les pieds dans les ruelles. Cette zone était réservée aux domestiques et aux livreurs (*Chicago Tribune*, 22 mars 1896 : 2 ; Conzen, 2004). À présent, elles acceptaient d'inspecter leurs propres domaines, y compris les ruelles à l'arrière. Elles se disaient choquées de constater que leurs propres foyers ne s'étaient pas montrés à la hauteur (*Chicago Tribune*, 17 mars 1896 : 6). La sous-commission de Shinn se réunissait deux fois par mois dans des salons privés et, à chaque séance, les femmes étaient informées des meilleures méthodes pour garder propres leurs maisons et leurs cours. Elles assistaient à des conférences sur les meilleurs désinfectants et sur la façon d'utiliser les poubelles métalliques, agréées par la Fédération civique pour remplacer les vieux bacs à ordures en bois.

À la différence de Sweet, cependant, Shinn mettait davantage l'accent sur la menace que représentait la saleté pour la santé de la famille (et de la ville). Les femmes ont appris à prévenir la diphtérie par le nettoyage. Elles ont découvert « la connexion étroite entre entretien négligent des ruelles et mauvaise santé ou maladie » (*Chicago Tribune*, 22 mars 1896 : 2). Grâce à leur compréhension nouvelle de la

façon dont les maladies incubent dans les ordures en décomposition et à leur connaissance de l'état des ruelles bordant leurs propriétés, les femmes ont saisi tout le bénéfice qu'elles avaient à tirer d'une campagne d'hygiène publique. Comme l'a souligné Mancur Olson (1965/1978), les gens se joignent à une action collective en partie parce qu'ils anticipent les bénéfices qu'ils pourront en tirer en s'y investissant. Shinn avait réussi à établir un lien intime et crucial entre politique publique et réalisation d'un intérêt personnel.

L'effort d'inspection des quartiers était le second objectif de la sous-commission. L'une des femmes le raconterait plus tard, « dans la 4^e circonscription, nous nous sommes transformées en inspectrices et substituées au travail de l'inspecteur » (*Chicago Tribune*, 22 mars 1896 : 2). Les femmes ont divisé le quartier en sections et chacune d'entre elles a pris la responsabilité de faire un rapport sur la situation de sa section à chaque réunion. Pendant deux mois, au printemps, elles se sont réunies toutes les deux semaines et ont présenté leurs rapports, qui étaient enregistrés. Forte de ces informations, une délégation du conseil du quartier comprenant Harriet Shinn, deux femmes de la sous-commission, par ailleurs médecins dans la vie civile, et le mari d'une autre habitante du quartier, a rencontré le 31 mars 1896 le commissaire des travaux publics pour lui demander de licencier l'inspecteur du quartier, défaillant. Ils ont été accueillis chaleureusement et, avant même d'avoir exposé leurs arguments, se sont vus annoncer que l'inspecteur avait été congédié la veille (*Chicago Tribune*, 1^{er} avril 1896 : 1).

Le travail d'organisation des femmes de la 4^e circonscription s'était ainsi montré fructueux. Même si ses membres apprendraient plus tard que les progrès en matière d'ordures n'étaient jamais définitifs, la sous-commission de Shinn avait dû éprouver de la fierté de son travail ce printemps-là. Les femmes se sentaient habilitées de plusieurs points de vue : en tant que maîtresses de maison, elles avaient appris à assumer la responsabilité de l'état de leur propriété et de la santé de leur communauté ; en tant que citoyennes de leur quartier, elles

savaient désormais qu'elles pouvaient influencer leur administration municipale; et, en tant qu'activistes, elles s'érigeaient comme modèles pour les citoyennes et les citoyens des autres quartiers. Shinn a rapidement été « assiégée » par des femmes provenant de tous les coins de la ville, désireuses de savoir comment fonctionnait le groupe de la 4^e circonscription. Le *Chicago Tribune* (22 mars 1896 : 2), toujours complaisant, a publié un article détaillé citant longuement Shinn sur les principes et les méthodes de sa campagne.

CONCLUSIONS

Entre 1892 et 1896, la campagne de collecte des ordures de Chicago a permis d'accomplir des progrès graduels. En 1898, la ville avait abandonné l'utilisation des bacs à ordures en bois et adopté les poubelles en métal et, bien que le système de sous-traitance avec des entreprises fût toujours utilisé, un nouveau plan a été mis en œuvre cette année-là pour conclure des contrats de cinq ans pour l'enlèvement et l'élimination des ordures. L'objectif était de réduire les risques de favoritisme (*Chicago Tribune*, 1^{er} janvier 1898 : 12). Ces réformes avaient été mises en place par un nouveau maire et par un conseil municipal gagnés à la réforme sociale, élus grâce aux efforts politiques de la Fédération civique et de son organisation dérivée, la Ligue des électeurs municipaux (Municipal Voters League). Le nouveau commissaire des travaux publics devait garder les ruelles propres et était embarrassé de reconnaître qu'elles ne l'étaient pas, quand c'était le cas (*Chicago Tribune*, 6 octobre 1898 : 3). La campagne pour le traitement des ordures ne s'est pas arrêtée, à Chicago, à la fin de la décennie. Eileen McGurty (1998) a raconté les phases ultérieures de cette mobilisation, entre 1898 et 1917, où Mary McDowell s'est particulièrement distinguée²⁴.

D'un point de vue organisationnel, cependant, la campagne a eu un bilan quelque peu mitigé. La méthode *top-down* utilisée pour justifier le projet a posé un problème. Comme cela arrive souvent, ce qui apparaissait comme un problème évident pour les leaders ne l'était

pas pour ses partisans. Sweet partait du principe que les femmes de toute la ville seraient d'emblée d'accord sur la nécessité d'améliorer la situation des ordures, tout simplement parce que la propreté était un bien commun en soi et que les femmes devaient s'en sentir particulièrement responsables. Les difficultés de Sweet à motiver ses bénévoles ont montré que ce n'était pas le cas. Lorsque Shinn a dirigé les efforts de la Fédération civique dans la 4^e circonscription, elle a compris que les femmes de sa classe (et par conséquent de toutes les classes) devaient être informées du lien existant entre les matières animales et végétales en décomposition dans les ruelles et la santé de leurs familles ; et elle a compris que sans la prise de conscience de cette relation de causalité, personne ne se sentirait concerné par l'urgence de la réforme des ordures. Cela fut également compris à Hull House, dont un résident s'est chargé d'informer les femmes de la 19^e circonscription (Addams, 1910 : 284). La stratégie aurait peut-être été plus efficace si la campagne avait éduqué les citoyens dès le départ sur la menace sérieuse que les conditions existantes représentaient pour leur santé. Une telle connaissance leur aurait donné une puissante motivation personnelle pour s'attaquer au problème des ordures.

L'idéal de la démocratie se diffracte dans diverses directions de la campagne. Lorsqu'Ada Sweet et Lyman Gage ont présenté leurs organisations respectives, la Ligue pour l'ordre municipal et la Fédération civique de Chicago, comme le moyen de renforcer les capacités démocratiques des citoyens de Chicago, ils ne faisaient pas qu'user d'une rhétorique désinvolte : ils étaient sérieux. Au lieu de se rallier aux institutions existantes ou de limiter leur action à la portion des citoyens les plus dépourvus de pouvoir, ils ont créé deux nouvelles organisations à l'échelle de la ville, qui ont tenté de toucher toutes les classes sociales, et qui se sont imposées comme centres de pouvoir indépendants. Leur foi dans le « pouvoir du peuple », comme on pourrait l'appeler, était à l'origine de cette formidable approche démocratique.

Et certaines personnes – les femmes au foyer de la classe moyenne – ont acquis un sentiment neuf de pouvoir agir en politique en dépit de leur exclusion du droit de vote. Lorsque ces femmes se sont mises à inspecter les allées, peut-être même, pour certaines, en défiant leurs maris, elles ont découvert qu'elles pouvaient influencer sur les politiques publiques. En même temps, la lutte pour les ordures a éduqué les femmes les plus engagées sur le lien entre leur programme de réforme et le pouvoir du vote (Knight, 2005 : 366 et 379-380). Ce n'est pas par hasard si certaines de ces femmes, qui ont été des leaders de la campagne pour la propreté de la ville – Ada Sweet, Jane Addams et Harriet Shinn –, ont été également actives ou le sont bientôt devenues dans le mouvement pour le droit de suffrage des femmes. La même vision réformatrice du type de citoyennes que les femmes pouvaient être imprégnait les deux entreprises (Hoy, 2001; Knight, 2005; *Chicago Tribune*, 12 février 1894 : 12).

Cependant, malgré l'idéalisme des dirigeants, la démocratie n'était pas au rendez-vous dans leur campagne. À l'exception d'un meeting de masse en 1892, elles n'ont jamais réussi à mobiliser la plus grande part des citoyens de Chicago, à savoir les immigrants, les hommes et les femmes de la classe ouvrière. Cela n'est pas si surprenant, étant donné les problèmes d'alphabétisation notés par Florence Kelley. De nombreux immigrants doutaient que le gouvernement pût fonctionner en toute honnêteté (*above board*) et les ouvriers non qualifiés avaient surtout le besoin économique d'être aidés par les *aldermen* et leurs machines politiques. Sweet et Gage, organisateurs issus des classes moyennes supérieures, de background anglo-saxon, ne s'attendaient pas à cet échec de la mobilisation. Leur foi aveugle en la démocratie ne les avait pas préparés à une situation où leur point de vue sur un « mal évident » ne serait pas partagé par la plupart de leurs concitoyens. Leurs stratégies visionnaires, inclusives, de développement communautaire ne tenaient pas compte des expériences vécues par les travailleurs, ni de la façon dont les cultures des immigrants façonnaient leurs attentes à l'égard des agences du gouvernement et de la réceptivité du gouvernement à leurs plaintes. En d'autres termes, les

dirigeants de la campagne avaient péché par manque d'anticipation des contextes de réception de leurs propositions ou par manque de connaissance des formes d'expérience des autres citoyens.

Il y a un aspect de la campagne, cependant, où le potentiel de la démocratie a été pleinement actualisé. Lorsque la Fédération civique a découvert que la clé d'un véritable changement sur le front de la bataille des ordures se trouvait entre les mains d'élus peu enclins à se laisser persuader, elle a fait pression pour élire de meilleurs candidats. En revanche, selon Robert Fisher (1993), ces dernières années, de nombreux groupes d'organisation communautaire ont évité de cibler le secteur public. Au fil des ans, l'organisation communautaire et le développement communautaire, le *community building* et *community organizing*, ont pris de nombreuses formes, de l'action sociale de type *grassroots* à la planification fondée sur la communauté, en passant par la création de coalitions, l'amélioration de la qualité de vie des résidents, le développement économique des quartiers, la stratégie de *self-help* par les citoyens ordinaires et leur implication dans des dispositifs de décision participative (Austin & Betten, 1990; Smock, 2004; Fisher & Shragge, 2000; Hardina, 2003; Wenocur & Reisch, 1989; Yan, 2004). Mais, pour les besoins de la campagne des ordures de Chicago, la définition de l'organisation communautaire proposée par Michael Austin et Neil Betten (1990 : 18) semble la plus pertinente, à savoir « un effort conscient de la part de la communauté pour contrôler démocratiquement ses affaires ».

Il semble utile de se demander dans quelle mesure l'organisation communautaire ne devrait pas se réapproprier davantage ses racines démocratiques. Alors que nombre de ses efforts assimilent aujourd'hui la « démocratie » à « l'*empowerment* des personnes dans une communauté », il est rare que l'organisation communautaire se donne pour objectif le renforcement de la démocratie, par restauration du rôle souverain du peuple dans la détermination des décisions du gouvernement. La campagne des ordures de Chicago dans les années 1890, bien que dépourvue d'un grand nombre des idées sophistiquées

développées par la suite par les professionnels de l'organisation communautaire, a sincèrement adopté cet objectif et a réussi à le faire progresser, tout au moins avec un certain succès.

BIBLIOGRAPHIE

- ADDAMS Jane (1910), *Twenty Years at Hull-House With Autobiographical Notes*, New York, The Macmillan Company.
- AUSTIN Michael J. & Neil BETTEN (1990), «The Intellectual Origins of Community Organizing», in Neil Betten & Michael J. Austin (dir.), *The Roots of Community Organizing, 1917-1939*, Philadelphie, Temple University Press, p.16-31.
- BETTEN Neil & Michael J. AUSTIN (dir.) (1990), *The Roots of Community Organizing, 1917-1939*, Philadelphie, Temple University Press.
- CAIN Louis P. (1972), «Raising and Watering a City: Ellis Sylvester Chesbrough and Chicago's First Sanitation System», *Technology and Culture*, 13 (3), p. 353-372.
- CAIN Louis P. (2004), «Annexation», in *The Encyclopedia of Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, p. 21-23.
- CHICAGO TRIBUNE [historical], Electronic version.
- COLTEN Craig E. (1994), «Chicago's Waste Lands: Refuse Disposal and Urban Growth, 1840-1990», *Journal of Historical Geography*, 20 (2), p. 124-142.
- CONZEN Michael P. (2004), «Alleys», in *The Encyclopedia of Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, p. 15-16.
- EVANS Sara M. (1989/1997), *Born for Liberty: A History of Women in America*, New York, Free Press/Simon and Schuster.
- FISHER Robert (1993), «Grass-Roots Organizing Worldwide: Common Ground, Historical Roots, and the Tensions Between Democracy and the State», in Robert Fisher & Joseph Kling (dir.), *Mobilizing the Community: Local Politics in the Era of the Global City*, *Urban Affairs Annual Review*, 41, p. 3-27.
- FISHER Robert & Eric SHRAGGE (2000), «Challenging Community Organizing: Facing the 21st century», *Journal of Community Practice*, 8 (3), p. 1-19.
- FRANK Henriette Greenebaum & Amalie Hofer JEROME (dir.) (1916), *Annals of the Chicago Woman's Club for the First Forty Years of Its Organization, 1876-1916*, Chicago, Chicago Woman's Club.
- FRINK Fred Goodrich (1902), *The Garbage Problem in Chicago*, MA Sociology, University of Chicago.
- GORDON Ann D. (2001), «Corinne Stubbs Brown», in Rima Lunin Schultz & Adele Hast (dir.), *Women Building Chicago: A Biographical Dictionary*, Bloomington, Indiana University Press, p. 123-125.
- HARDINA Donna (2003), «Linking Citizen Participation to Empowerment Practice: A Historical Overview», *Journal of Community Practice*, 11 (4), p. 11-38.
- HOWE Frederic C. (1906), *The City: The Hope of Democracy*, New York, Charles Scribner's Sons.
- HOY Suellen (1995), *Chasing Dirt: The American Pursuit of Cleanliness*, New York, Oxford University Press.

- HOY Suellen (2001), «Ada Celeste Sweet», in Rima Lunin Schultz & Adele Hast (dir.), *Women Building Chicago: A Biographical Dictionary*, Bloomington, Indiana University Press, p. 862-864.
- KNIGHT Louise W. (2005), *Citizen: Jane Addams and the Struggle for Democracy*, Chicago, University of Chicago Press.
- LISSAK Rivka (1989), *Pluralism & Progressives: Hull House and the New Immigrants, 1890-1919*, Chicago, University of Chicago Press.
- MCGURTY Eileen M. (1998), «Trashy Women: Gender and the Politics of Garbage in Chicago, 1890-1917», *Historical Geography*, 26, p. 27-43.
- MELOSI Martin V. (1981), *Garbage in the Cities: Refuse, Reform, and the Environment, 1880-1980*, Chicago, Dorsey Press.
- NEW YORK TIMES [historical], Electronic version.
- NUAGENT Walter (2004), «Demography», in James R. Grossman, Ann Durkin Keating & Janice L. Reiff (dir.), *The Encyclopedia of Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, p. 233-237.
- OLSON Mancur (1965/1978), *Logique de l'action collective*, Paris, Presses universitaires de France.
- PELLOW David N. (2002), «Garbage Wars the Struggle for Environmental Justice in Chicago», *Urban and Industrial Environments*, Cambridge, Mass., The MIT Press.
- SCHULTZ Stanley K. & Clay MCSHANE (1978), «To Engineer the Metropolis: Sewers, Sanitation, and City Planning in Late-Nineteenth Century America», *The Journal of American History*, 65 (2), p. 389-411.
- SMALL Albion W. (1895), «The Civic Federation: A Study in Social Dynamics», *American Journal of Sociology*, 1 (1), p. 79-103.
- SMOCK Kristina (2004), *Democracy in Action: Community Organizing and Urban Change*, New York, Columbia University Press.
- STANTON Elizabeth Cady (1893), «Women and Street Cleaning», *The Woman's Journal*, 24 (33), 19 août 1893.
- TAYLOR Lea D. (1954), «The Social Settlement and Civic Responsibility: The Life Work of Mary McDowell and Graham Taylor», *Social Service Review*, 28 (1), p. 31-40.
- WENOCUR Stanley & Michael REISCH (1989), *From Charity to Enterprise: The Development of American Social Work in a Market Economy*, Urbana, University of Illinois Press.
- YAN Miu Chung (2004), «Bridging the Fragmented Community: Revitalizing Settlement Houses in the Global Era», *Journal of Community Practice*, 12 (1/2), p. 51-69.
- ZANDER Alvin (1990), *Effective Social Action by Community Groups*, San Francisco, Jossey-Bass.

NOTES

1 Louise W. Knight (2006), « Garbage and Democracy », *The Journal of Community Practice*, 14 (3), p. 7-27 (doi:10.1300/J125v14n03_02) (traduction de l'anglais au français et notes de fin de texte par Daniel Cefai). Nous remercions Louise Knight de ses encouragements à traduire ce texte et la revue *Journal of Community Practice* et les éditions Taylor & Francis, de nous avoir autorisés à une publication libre de droits.

2 *Contractors* : les entreprises de sous-traitants liées par contrat avec la Ville de Chicago et chargées d'une mission de service public – ici, assurer le ramassage, le stockage et la destruction des ordures.

3 L'éthnicité dont il est ici question renvoie aux origines culturelles ou nationales.

4 *Aldermen* : échevins d'une circonscription ou d'un arrondissement (*ward* – sous-divisé en plus petites unités, les *precincts*), les *aldermen* étaient d'office membres du Conseil municipal de la ville, électeurs du maire de la ville, qui jouissent, aujourd'hui encore, d'un énorme pouvoir dans leur quartier. Les *wards* étaient au nombre de 35 depuis l'annexion de 1889 (ils passeront au nombre de 50 en 1923 – le nombre actuel).

5 Nous traduisons *alley* ou *back alley* par « ruelle », qui est le terme en usage dans une ville nord-américaine

francophone comme Montréal. Il s'agit de ruelles de service qui passent à l'arrière des maisons et des immeubles, en parallèle aux rues principales.

6 Florence Kelley, traductrice d'Engels en anglais, membre de la New Century Guild à Philadelphie, où elle donnait des cours à des femmes ouvrières, empêchée d'étudier le droit à l'Université de Cornell parce qu'elle était une femme, commence par militer à Chicago pour que des femmes soient nommées inspectrices du travail. Elle rejoint Hull House en 1891 et en sera résidente jusqu'en 1899. En 1892, quand elle écrit au *Tribune*, elle est déjà liée au Chicago Woman's Club par Jane Addams et Julia Lathrop. Elle mène son enquête pour le compte du Bureau des statistiques du travail de l'Illinois (Illinois Bureau of Labor Statistics) sur le *sweating system* (les ateliers de couture) et sur l'exploitation des enfants et fait voter en 1893, avec le soutien du gouverneur Altgeld et à une énorme majorité aux assemblées législative (108 contre 6) et sénatoriale (40 contre 0) de l'État, le State Factory Inspection Bill qui instaure la journée de 8 heures et la semaine de 48 pour femmes et enfants et qui interdit le travail des enfants de moins de 14 ans. Plus tard, à partir de 1899, résidente du Henry Street Settlement à New York, elle dirigera la Ligue nationale des consommateurs et participera à la création de la National Association

for the Advancement of Colored People en 1909.

7 « Les déchets des premiers temps de Chicago comprenaient les cendres du bois brûlé par les ménages et les entreprises, les excréments des chevaux dans les rues et les écuries, et des quantités relativement faibles de déchets alimentaires, de journaux, etc. La plupart de ces déchets semblent avoir été facilement biodégradables. En 1849, la ville de Chicago a nommé ses premiers éboueurs municipaux. Les déchets étaient souvent déversés dans des zones marécageuses en bordure de la ville. Sur le terrain plat de Chicago, la transformation des terres basses en blocs urbanisés, adaptés au développement de la ville, a souvent impliqué l'élévation du niveau du terrain par le déversement des déchets, et ainsi, l'élimination des eaux stagnantes. De nombreux bâtiments et rues de Chicago reposent aujourd'hui sur une douzaine de pieds [env. 3,65 m] de déchets datant du XIX^e siècle. L'embouchure de la rivière Chicago a été transformée par les déchets mis en décharge, et les débris du Grand Incendie [Great Fire de 1871] ainsi que de nombreux déchets ordinaires, ont été utilisés pour agrandir le Lake Park (aujourd'hui Grant Park). » (Christopher Thale, « Waste Disposal », *Encyclopedia of Chicago*, <http://www.encyclopedia.chicagohistory.org/pages/1322.html>). Sur cette extension du territoire de Chicago, Craig E. Colten (1994), « Chicago's Waste Lands : Refuse Disposal and

Urban Growth, 1840–1990 », *Journal of Historical Geography*, 20 (2) : 124–142. Sur la mise en place du système d'égouts et d'adduction d'eau du lac : Louis P. Cain, 1972, « Raising and Watering a City : Ellis Sylvester Chesbrough and Chicago's First Sanitation System », *Technology and Culture*, 13 (3) : 353–372.

8 *La World's Fair : Columbian Exposition* a duré du 1^{er} mai au 30 octobre 1893. Elle couvrait 690 acres (environ 3 km²) dans le South Side de Chicago, au Jackson Park et sur Midway Plaisance. Elle a reçu plus de 27 millions de visiteurs. Elle a mis en scène une ville idéale, organisée selon des canons néoclassiques, the White City, sortie de l'imagination d'architectes, paysagistes et designers urbains : John Wellborn Root, Daniel Burnham, Frederick Law Olmsted et Charles B. Atwood. Elle sera souvent revendiquée par le mouvement pour l'embellissement des villes et est restée dans les mémoires comme un moment d'intensification de l'imagination civique.

9 *Le World's Congress Auxiliary* (WCX) de l'Exposition universelle de 1893 consistait en une série de congrès mondiaux parallèles sur presque tous les sujets scientifiques et culturels des années 1890. Ils prenaient place dans le nouvel Art Institute of Chicago – le Memorial Art Palace avait été fini en urgence pour pouvoir accueillir deux auditoriums de 3 000 places chacun, trente-trois salles de réunion et six salles de comité. Ils se sont déroulés

en même temps que l'Exposition, chaque semaine, du 15 mai au 28 octobre 1893. Les Auxiliaires étaient répartis en 19 départements : Woman's Progress, Public Press, Medicine & Surgery, Temperance, Moral & Social Reform, Commerce & Finance, Music, Literature, Education, Engineering, Art, Government, Science & Philosophy, Labor, Religion, Sunday Rest, Religious Societies, Public Health, et Agriculture. La branche féminine des auxiliaires était dirigée par Bertha Honore Palmer, présidente, et Ellen Henrotin, vice-présidente.

10 Outre Jane Addams, Frances Willard, présidente de la WCTU de 1879 à 1898, était une suffragiste, luttant pour les « ordonnances sur les usines » et la réforme des prisons, et qui a développé au service de la cause de la tempérance toutes sortes de techniques de pétition, lobbying, manifestation. En 1892, elle venait de rejoindre le People's Party. Julia Plato Harvey était, en 1891-92, la présidente du Club des femmes de Chicago (Chicago Woman's Club, CWC). Corinne Stubbs Brown, présidente de l'IWA, était socialiste et militait pour les lois sur le travail des enfants et pour l'école obligatoire jusqu'à 14 ans. Ada Celeste Sweet a été de 1867 à 1885 la première femme à diriger un Bureau des retraites pour le gouvernement fédéral, et a mis en place un bureau modèle à Chicago. Puis elle a été éditrice littéraire au *Chicago Tribune*. En 1892, elle s'occupait d'un bureau de réclamations de pensions militaires

de soldats et elle venait d'être nommée au Conseil de l'éducation de Chicago (Chicago Board of Education).

11 Sarah Hackett Stevenson, médecin, présidente de la commission des bains publics de la MOL, plaide dans une lettre ouverte au *Chicago Tribune* du 26 juillet 1892 pour le droit des « pauvres » de se baigner dans le lac Michigan, « cette grande baignoire que la nature a construite pour Chicago, alors que trois personnes viennent d'être inculpées pour ce délit, et pour autoriser de tels bains en certains lieux à certaines heures (afin d'éviter les attentats à la pudeur) et appelle à une souscription pour bâtir une piscine sur fonds privés, étant donné que le maire et le conseil municipal refusent une telle dépense » (voir l'article sur le développement des plages publiques et privées à des fins récréatives dans « [Shoreline Development](#) », *Encyclopedia of Chicago*) dans le chapitre « Water and Urban Life », par Ann Durkin Keating et Gwenn Hoerr Jordan pour l'interprétation photographique). La première plage publique de Chicago a été créée en 1895 à Lincoln Park, grâce aux efforts de la Free Bath and Sanitary League (précédemment Municipal Order League). Dans la bataille pour l'hygiène publique, propreté des voies publiques et droit à des plages publiques étaient donc liés. Dr Stevenson finit son article par un « *Yours in behalf of clean streets and clean people* ».

12 Le *spoils system*, parfois traduit par «système des dépouilles», est le nom donné au favoritisme ou patronage politique selon lequel un parti victorieux aux élections redistribue les postes du service civil (ou fonction publique) à ses supporteurs, ses parents ou ses amis (*nepotism*, *cronyism*). Il était combattu par les mouvements réformistes qui demandaient que soient appliqués des critères méritocratiques.

13 Le Central Music Hall (1879-1900) était un théâtre et un centre commercial, conçu par Dankmar Adler, situé à l'angle sud-est de State et de Randolph Street. Son emplacement, après sa destruction en 1900, a accueilli les grands magasins de Marshall Field & Company.

14 Lyman J. Gage (1836-1927) était alors président de la First National Bank of Chicago (la première entreprise aux États-Unis à créer un plan de retraites d'entreprise en 1899) et il sera le président du Conseil de l'Exposition universelle. C'est à ce titre qu'il prendra la direction de la Fédération civique. Il deviendra entre 1897 et 1902 le secrétaire du Trésor (ministre des Finances) des présidents William McKinley et Theodore Roosevelt et fera passer la Loi sur l'étalon-or (Gold Standard Act) (votée le 14 mars 1900).

15 L'Université de Chicago est inaugurée en 1891. William R. Harper, spécialiste d'études sémitiques, baptiste, qui avait été président de la vieille Université de Chicago (fermée

en 1886) avant de rejoindre Yale, avait été recruté par John D. Rockefeller comme premier président de la nouvelle Université – ce qu'il sera de 1891 à 1906.

16 Fondée en 1864, la General Trades Assembly serait rebaptisée Fédération du travail de Chicago (Chicago Federation of Labor) et recevrait sa Charte de la Fédération américaine du travail (American Federation of Labor) le 9 novembre 1896. Thomas Morgan avait lancé le Chicago Council of Trades and Labor Unions, une fédération de syndicats à l'échelle de la ville, en 1877, avait candidaté aux élections d'*alderman* en 1879 et 1881, puis avait rejoint en 1884 une organisation syndicale plus radicale, la Chicago Central Labor Union. Après les événements de Haymarket, en 1886, il est aux avant-postes de l'United Labor Party qui envoie sept membres à l'Assemblée législative de l'Illinois et un à son Sénat. Il est candidat aux élections de maire en 1891 pour le Parti ouvrier socialiste (Socialist Labor Party) et rejoindra plus tard, avec la grève Pullman, le Parti social-démocrate d'Eugene V. Debs.

17 Elizabeth Cady Stanton (1815-1902) est l'une des féministes historiques, co-organisatrice de la Convention de Seneca Falls en 1848 sur les droits des femmes et principale rédactrice (avec Lucretia Mott, Martha C. Wright et Mary Ann McClintock) de la *Declaration of Sentiments* (1848), copiée sur le modèle de la Déclaration d'Indépendance. Avec

Susan B. Anthony, elles se lancent dans la campagne pour l'abolition de l'esclavage et créent la Women's Loyal National League à cette fin pendant la Guerre de Sécession, puis à la fin de celle-ci, pendant la Reconstruction, l'American Equal Rights Association, qui plaidait pour l'égalité de droits politiques pour les Noirs et les femmes. Le 3 février 1870, le 15^e Amendement est ratifié. Il interdit au gouvernement fédéral et à chacun des États fédérés de refuser le droit de vote à un citoyen en raison de sa « race, couleur ou condition antérieure de servitude » – mais pas du genre. Stanton devient la présidente de la National Woman Suffrage Association, puis après la réunification du mouvement, de la National American Woman Association. Stanton et Anthony ont publié un hebdomadaire, *The Revolution* (1868-1872), puis ont été très impliquées dans la préparation des trois premiers volumes de l'*History of Woman Suffrage* (1881-1922) et la réinterprétation des textes sacrés, afin d'aller contre le principe de soumission ou d'asservissement (*subservience*) des femmes dans *The Woman's Bible* (1895 et 1898).

18 *Settlement workers* : l'expression renvoyait à l'expérience différente des « *settlers* », pour la plupart installés dans les quartiers déshérités, qui ne se limitaient pas à venir en aide à des familles à problèmes, comme les dames patronnesses, puis, plus tard, comme les professionnels du travail social, mais qui inscrivaient leur effort d'assistance dans une perspective

d'organisation communautaire, en coopération avec les habitants des quartiers, dans le cadre d'un projet politique démocratique.

19 En octobre 1893, John Patrick Hopkins, premier de la série des maires catholiques irlandais de Chicago, prend ses fonctions. Il sera impliqué dans de nombreux scandales – celui, politico-financier, de l'Ogden Gas Company et de la Cosmopolitan Electric Company (dont Roger C. Sullivan, leader du Parti démocrate de l'Illinois, était le maître d'œuvre et auquel Hopkins n'a pas opposé son veto), celui de l'omniprésence des salles de jeux, attaqué par la Fédération civique, celui du détournement de fonds de campagne du Parti démocrate, sans compter son attitude au moment de la grève Pullman (dont il avait été le *paymaster*). Hopkins avait été précédé par Carter Harrison Sr., accusé, comme les *aldermen* « Bathhouse » John Coughlin et Edward F. Cullerton (dit « Foxey Ed »), restés dans les mémoires, d'avoir laissé se développer le quartier des saloons, music-halls, salles de jeu et maisons closes de la Levee. Harrison avait été assassiné deux jours avant la clôture de l'Exposition Universelle.

20 La crise de 1893-1897 (*Panic of 1893* en anglais) a été rapportée à un certain nombre de causes, du crash et d'un coup d'État échoué en Argentine à l'effondrement des prix du blé sur les marchés nationaux et internationaux, de la surproduction d'argent aux États-

Unis où beaucoup de mines avaient été ouvertes (ce qui conduira au choix de l'étalon-or) à la bulle financière autour des investissements dans les chemins de fer. La bourse a chuté, environ 500 banques ont fermé, les mondes des affaires, de l'industrie et de l'agriculture (nourrissant le « populisme » du People's Party dans les campagnes) ont connu beaucoup de faillites. Les taux de chômage ont atteint des records (43 % dans le Michigan). C'est au moment le plus fort de la crise que Kelley a fait passer dans l'Illinois les lois sur le travail des femmes et des enfants et qu'elle mène les premières enquêtes sur les *sweatshops*.

21 Pour un compte rendu d'activités de la première année de la Fédération civique, voir l'article « The Civic Federation », d'Albion W. Small (1895), qui était par ailleurs le fondateur et directeur du département de sociologie de l'Université de Chicago.

22 Louise Knight nous donne l'explication suivante (courriel du 23 août 2021) : « Addams, en écrivant "It will take ten times five years to leaven this lump", se réfère à un verset de la Bible : "Purgez donc le vieux levain, afin que vous soyez une pâte nouvelle, comme vous êtes sans levain." (Corinthiens, 5 : 7). Le levain pouvant vieillir, il peut être préférable de s'en débarrasser et de tout recommencer à zéro. Dans le contexte chrétien, ce verset signifie qu'il est bon de se purifier en se débarrassant du péché. Par analogie, Addams déclare ainsi qu'il faut se

débarrasser des ordures et purifier la ville. En même temps, lorsqu'elle dit que les ordures doivent être "levées" (*leavened*), elle fait d'abord une plaisanterie sur le fait que les ordures sont une masse solide, sans air, mais elle invoque aussi deux autres versets de la Bible dans lesquels le levain est assimilé au Royaume des Cieux présent parmi les hommes (Matthieu 13 : 33, et Luc 13 : 20-21) : il fermente et rectifie la "masse" entière – l'homme tout entier. On pourrait dire que le nettoyage de la ville apportera une forme de rédemption civique. »

23 Amanda Johnson était une jeune étudiante de l'Université du Wisconsin qui avait rejoint Hull House comme *settlement worker*. Elle allait accompagner Addams pendant une année avant d'être elle-même nommée pour deux ans comme fonctionnaire publique. « La perte de ce salaire, qui avait été considéré comme un "bon plan" politique (*political plum*), a naturellement fait grand bruit parmi les politiciens. Ce poste n'était pas une sinécure, qu'il s'agisse de se lever à six heures du matin pour veiller à ce que les hommes se mettent tôt au travail, de suivre les tombereaux chargés d'ordures, qui laissaient tomber leur contenu par intermittence, jusqu'à leur triste destination, la décharge. Il fallut encore insister pour que l'entrepreneur augmente le nombre de ses tombereaux de neuf à treize et de treize à dix-sept, bien qu'il eût assuré qu'il perdait de l'argent sur chacun d'eux et que l'inspecteur précédent ne lui en avait laissé que

sept. Il fallut poursuivre en justice les propriétaires négligents qui ne fournissaient pas les poubelles appropriées ; ou arrêter les locataires qui essayaient de faire transporter le contenu de leurs écuries par les services de la ville. Avec les deux ou trois habitants qui se sont noblement joints à nous, nous avons installé six de ces tristes incinérateurs, censés brûler les ordures avec le combustible recueilli dans la ruelle elle-même. La seule usine de la ville qui pouvait utiliser de vieilles boîtes de conserve était une usine de contrepoids pour fenêtres, et nous l'avons inondée de dix fois plus de boîtes de conserve qu'elle ne pouvait utiliser et payer. Nous avons fait des tentatives désespérées pour faire enlever les animaux morts par l'entrepreneur qui était payé très généreusement par la ville à cet effet mais qui, nous l'avons découvert peu à peu, faisait toujours effectuer le travail par les fourgons de la police. Ceux-ci expédiaient les carcasses sur des wagons de marchandises à une usine de savon dans l'Indiana où elles étaient vendues à un bon prix, bien que l'entrepreneur lui-même fût le plus grand actionnaire de l'entreprise. Notre plus grande réussite a sans doute été la découverte d'une voie pavée à 18 pouces [45 cm] sous la surface d'une rue étroite – après coup, triomphalement, nous avons retrouvé trace de son existence dans les archives de la ville. Les Italiens qui vivaient dans la rue se montraient très intéressés, mais manifestaient peu d'étonnement, peut-être parce qu'ils étaient habitués à voir exhumers des

villes enterrées. Ce trottoir est devenu le *casus belli* entre le commissaire des rues et moi-même lorsqu'après avoir enlevé les huit premiers pouces d'ordures, j'ai insisté sur le fait que sa restauration lui incombait. L'affaire fut finalement réglée par le maire lui-même, qui me permit de le conduire jusqu'à l'entrée de la rue dans ce que les enfants appelaient mon "phaéton à ordures" et qui prit ma défense dans la controverse... » (Addams, 1910 : 285-287).

24 Mary McDowell, qui dirigeait le University of Chicago Settlement, dans le quartier des Stock Yards, est restée dans les mémoires pour la bataille qu'elle a menée pour la suppression du dépôt d'ordures situé à proximité, et qui attirait des rats dans tout le quartier (elle y gagne le titre de « Garbage Lady »). En 1913, la mairie a créé la Commission de Chicago sur les déchets, qui a donné l'occasion à McDowell de voyager dans plusieurs pays pour s'informer sur les méthodes de collecte des ordures et de recommander l'acquisition et l'administration par la ville d'un incinérateur. Elle se batta également pour l'assainissement de Bubbly Creek – un bras de la rivière Chicago transformé en décharge de déchets des industries environnantes, en particulier des abattoirs et usines de conditionnement de la viande (on l'appelle alors la « duchesse de Bubbly Creek »). Elle deviendra Commissaire au bien-être social sous la mandature du maire William Emmett Dever, de 1923 à 1927 (Taylor, 1954).